

Service productions animales et environnement
4, Avenue Rose Poirier
BP 61029
88050 Épinal Cedex 09

Épinal, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PISCICULTURE DU FRAIS BARIL

1945 RUE JULES BOUGEL
88220 XERTIGNY

Références : AR / 2024 - 02114
Code AIOT : 0058802427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement PISCICULTURE DU FRAIS BARIL implanté 1945 RUE JULES BOUGEL 88220 XERTIGNY. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la redynamisation du plan de progrès pisciculture initié par la région.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCICULTURE DU FRAIS BARIL
- 1945 RUE JULES BOUGEL 88220 XERTIGNY
- Code AIOT : 0058802427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un élevage de salmonidés avec un atelier de transformation alimentaire. L'élevage piscicole est détenteur d'un agrément zoosanitaire depuis septembre 2019 sous le n° FR 88 530 020. La pisciculture travaille en lien avec 2 autres établissements, dans la Meuse, dont M. RECCHIONE a la responsabilité (un à Void Vâcon et un à Gondrecourt le Château). Par ailleurs, l'exploitant est en cours d'acquisition d'un site supplémentaire à Rupt-aux-Nonnains dans la Meuse également.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fonctionnement des ouvrages	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 09/07/1984, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Affichage	Arrêté Préfectoral du 09/07/1984, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas conforme au code de l'environnement au regard de la préservation du milieu et de la biodiversité aquatique.

Il est à noter un manque de rigueur et de transparence sur les volumes de poissons détenus, stockés, en transit ou cédés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fonctionnement des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Autre, Entretien des ouvrages
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.
Constats : Depuis la création de la pisciculture, aucun travaux ou entretien n'ont été réalisés sur le site même de la pisciculture. Cependant, une passe à poissons ainsi que la modification de l'échancrure ont été faites au niveau de la prise d'eau en amont du site (turbine) en 2018. Un diagnostic par ITAVI a été réalisé en 2016 comprenant notamment plusieurs prises de mesures (prélèvement, débit) ainsi qu'une évaluation des dispositifs de franchissements. Aucun suivi des débits utilisés par l'installation n'est réalisé. Les grilles amont (à l'entrée de chaque bassin d'alevins) et aval (en sortie du site) de 10mm sont bien présentes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8
Thème(s) : Autre, Volumes prélevés
Prescription contrôlée : Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : L'enregistrement des volumes prélevés n'est pas réalisé, à ce jour l'exploitant n'est pas en mesure de préciser clairement les volumes prélevés pour le fonctionnement de son installation. Aucun dispositif de mesure n'est mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Situation administrative, Pièces du dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ;• les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosier-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ;• les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ;• le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents
Constats : Les pièces du dossier ICPE ne sont pas tenues à jour: 1/ <u>le registre d'élevage</u> n'est pas instauré: <ul style="list-style-type: none">- <u>les entrées</u>: les bons et factures d'entrées sont conservés mais il est impossible de connaître exactement le volume entrant et sortant des poissons du site. Ni listing, ni traçabilité des bassins ne sont réalisés, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier clairement l'origine des animaux présents dans chaque bassin au moment de la visite.- <u>les sorties</u>: aucune traçabilité sur les destinations des animaux selon les bassins et leurs tailles. D'après l'exploitant, il sait quelle quantité part et où, mais il n'est pas en mesure de le justifier. En conclusion, il est impossible d'établir clairement le volume réel produit par la pisciculture, cette donnée est primordiale puisqu'elle détermine le seuil de soumission à l'ICPE. 2/ <u>les plans du site</u> ne sont pas tenus à jour. En effet, l'ensemble des bassins d'élevage est bien identifié, mais tous les bassins récréatifs ne figurent pas sur les plans. De même les points de prélèvement d'eau, les points de rejets et l'emplacement des grilles ne sont pas identifiés. 3/ <u>les analyses d'eaux de rejet</u> n'ont pas été réalisées jusqu'à cette année, un seul résultat en date du 17/05/24 était consultable sur site. 4/ <u>les mesures de débit dérivé</u> ne sont jamais réalisées, elles n'ont, d'après M.RECCHIONE, jamais été envisagées ou prévues. 5/ <u>le cahier d'épandage</u> , l'installation ne produit pas de boues (ou très peu) et n'a pas de plan d'épandage ou de cahier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/1984, article 16
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : En cas de changement d'exploitant (mise en gérance ou vente de l'établissement), le successeur ou son représentant devra en informer la préfecture des Vosges dans le mois suivant la prise en possession, par déclaration en double exemplaire.
Constats : L'exploitant et gérant du site, M. RECCHIONE, a racheté la pisciculture au 1er janvier 2006. L'inspection n'a aucun acte administratif à sa disposition justifiant de ce changement d'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/1984, article 17
Thème(s) : Situation administrative, Affichage
Prescription contrôlée : Un extrait du présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement objet de la présente autorisation.
Constats : L'arrêté n'est pas affiché sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Service productions animales et environnement
4, Avenue Rose Poirier
BP 61029
88050 Épinal Cedex 09

Épinal, le 05/07/2024

Madame la Préfète
des Vosges

**Bordereau de transmission d'un
rapport de visite d'inspection**

Affaire suivie par : Adeline ROLIN
Téléphone : 03 29 68 48 23
Courriel : adeline.rolin@vosges.gouv.fr
Références : AR / 2024 - 02114
Code AIOT : 0058802427
Pièces jointes :

- Rapport de l'inspection 04/07/2024

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport établi par l'Inspection des installations classées suite à la visite du 04/07/2024 de l'AIOT PISCICULTURE DU FRAIS BARIL, implanté au 1945 RUE JULES BOUGEL 88220 Xertigny.

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, une copie de ce rapport d'inspection est transmise à l'exploitant afin de lui permettre, dans un délai de 15 jours, de formuler ses observations et de mentionner les informations qui ne devraient pas être publiées pour des raisons de confidentialité.

J'appelle votre attention sur le fait que l'inspection, du fait des constats mis en évidence, vous propose dans ce rapport des suites administratives.

Suite au constat réalisé dans le cadre de la visite, l'inspection de l'environnement a proposé une mise en demeure. Le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis avec le rapport à l'exploitant.

Ce dernier dispose d'un délai de 15 jours afin de communiquer ses éventuelles observations.

Par ailleurs, il est très fortement suspecté un « trafic » de poissons au sein de cet établissement. En effet, l'exploitant n'est pas en mesure de nous prouver l'origine de tous ses animaux ainsi que leurs destinations. En sachant que M.RECCHIONE travaille avec plusieurs autres piscicultures meusiennes (2 et bientôt 3, dont il est également gérant). Les flux entre ces différents sites sont très flous.

Il est envisagé à échéance de la mise en demeure une action coordonnée en interdépartemental (avec nos collègues de la Meuse) et interservices (avec l'OFB en co-saisine) afin d'éclaircir ce dossier. Une information préalable à Monsieur le Procureur de la République sera faite prochainement.

**Pour le directeur et par délégation,
Le chef du service PAE,**



Dr Abdesselam HANNACHI



**PRÉFÈTE
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Pilotage et de
l'Animation Interministérielle
Bureau de l'environnement**

Arrêté n°XX/2024/ENV du xx/xx/2024

mettant la pisciculture du FRAIS BARIL en demeure de remédier dans le délai de deux mois aux non-conformités à la réglementation sur les installations classées, de son établissement d'élevage de salmonidés installé 1945 rue Jules Bougel à Xertigny (88220).

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 171-9, L. 171-10, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et L. 514-6 ;
- VU** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de la préfète des Vosges – Mme MICHEL-MOREAUX (Valérie) ;
- VU** l'arrêté du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquels doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°1369/84 relatif à l'autorisation d'exploiter à la pisciculture du FRAIS BARIL au titre des installations classées en date du 9/07/1984 ;
- VU** le rapport en date du 05/07/2024 de l'inspection de l'environnement (installations classées) ;
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à la pisciculture du FRAIS BARIL par courrier en date du XX XXX XXX, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations émises par la pisciculture du FRAIS BARIL, par XXX en date du XX XXX XXX ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté sur place le 4 juillet 2024 que la pisciculture du FRAIS BARIL n'exploitait pas son site d'élevage de salmonidés dans le respect des prescriptions réglementaires qui lui sont applicables et fixées par l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté sur place le 4 juillet 2024 que la pisciculture du FRAIS BARIL n'exploitait pas son site d'élevage de salmonidés dans le respect des prescriptions réglementaires des points 7 (Entretien des ouvrages), 8 (Volumes prélevés), et 21 (Pièces du dossier) de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 modifié susvisé et des points 16 (Changement d'exploitant) et 17 (Affichage) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 juillet 1984 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées propose que la pisciculture du FRAIS BARIL soit mise en demeure par voie d'un arrêté préfectoral, de remédier dans le délai de deux mois aux non-conformités à la réglementation des installations classées de son site d'élevage de salmonidés installé à Xertigny (88220), 1945 rue Jules Bougel ;

CONSIDÉRANT que la pisciculture du FRAIS BARIL doit remédier dans des délais déterminés aux non-conformités à la réglementation des installations classées constatées sur place le 4 juillet 2024 par l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement qui stipulent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

CONSIDÉRANT que la pisciculture du FRAIS BARIL (n'a pas de remarques à formuler sur le projet d'arrêté de mise en demeure, sur le fond ou sur la forme) ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} :

La pisciculture du FRAIS BARIL dont l'exploitation est située 1945 Rue Jules Bougel sur la commune de XERTIGNY (88220), est mis en demeure de respecter le point 7, 8 et 21 de l'arrêté ministériel du 01/04/2008 et les points 16 et 17 de l'arrêté préfectoral du 9/07/1984 sous les délais explicités ci-après.

Pour ce faire, il devra, dans un délai de deux (2) mois :

- réaliser l'entretien réglementaire des ouvrages,
- proposer un plan d'action de travaux,
- réaliser le suivi des débits utilisés,
- réaliser les relevés mensuels et annuels des prélèvements d'eau et le relevé d'index du compteur,
- entretenir et remplacer les moyens de mesure au besoin,
- mettre en place un registre d'élevage complet,
- mettre à jour l'ensemble des plans du site incluant les points réglementaires,
- mettre en place un programme de surveillance des rejets et une méthode d'estimation du débit dérivé,
- déclarer le changement d'exploitant,
- procéder à l'affichage réglementaire.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la pisciculture du FRAIS BARIL, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée de deux mois et dont une copie sera adressée au maire de XERTIGNY.

La préfète,

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.